

14 septembre 2020

---

## CONSULTATION PUBLIQUE de la CRE N°2020-010 DU 9 JUILLET 2020 RELATIVE AUX CONTRATS D'ÉLECTRICITÉ A TARIFICATION DYNAMIQUE

### Argument

Équilibre des Énergies (EdEn) partage entièrement l'analyse de la CRE quant à l'intérêt de l'existence de tarifs reflétant les coûts du système électrique, et donc d'offrir à ce système de nouvelles flexibilités dont il a de plus en plus besoin.

Les tarifs dynamiques nécessitent la mise en place de systèmes de gestion de l'énergie connectés. Ces mêmes systèmes pourront être utilisés par d'autres mécanismes non liés au tarif et permettant de mieux équilibrer les réseaux (modulation des consommations, effacements).

EdEn note que les consommateurs qui peuvent être intéressés par des tarifs dynamiques seront des consommateurs avertis et équipés de moyens de pilotage des usages. Une réaction dynamique à des variations de prix horaires ne peut en effet se faire qu'automatiquement. Les consommateurs doivent donc avoir la possibilité d'acquérir de tels équipements, de comprendre leur fonctionnement et avoir une espérance de les rentabiliser (ils doivent donc en général avoir une consommation significative).

Il en résulte que les clients n'auront pas tous les mêmes capacités à s'équiper pour piloter finement leurs consommations. Les consommateurs aisés et rompus aux nouvelles technologies seront plus à même de tirer bénéfice de ce type d'offres que les autres consommateurs. Cette inégalité pourrait être réduite par un fléchage RGE d'aides à l'équipement sous condition de ressources. Un dispositif CEE effacement peut le cas échéant également aider à une diffusion large. Il faut pouvoir également intégrer l'éventuelle fourniture en autoconsommation que l'occupant peut décider d'utiliser selon ces tarifications dynamiques.

Les coûts de production devant être intégralement couverts, si certains consommateurs seront en mesure de tirer des bénéfices de ces tarifs, d'autres risquent de perdre, au moins à court ou moyen terme (le temps que les investissements du système électrique se rééquilibrent). Cette inégalité entre les consommateurs est à anticiper.

Par ailleurs, EdEn rappelle que les marchés de l'électricité « energy-only » ne reflètent pas les coûts complets de production et n'incitent pas aux investissements nécessaires à son équilibre.

### Questionnaire

**Q1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'objectif du développement des offres à tarification dynamique ?**



Oui.

**Q2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE quant à l'intérêt des offres à tarification dynamique pour les consommateurs et quant aux risques associés ?**

Oui, les risques sont identifiés. Il y a transfert de risque du fournisseur vers le consommateur mais ce dernier augmente son espérance de gain. Toutefois ce gain sera limité. En effet, dans une offre à conditions de prix déterminées à la contractualisation, le fournisseur ne supporte un risque prix que sur les seuls écarts de consommation de son client par rapport à son profil de consommation anticipé. En revanche, le consommateur, exposé à la volatilité des prix de marché, supporte un risque prix sur la totalité de sa consommation. L'espérance de gain sur la marge commerciale est donc faible au regard du risque d'augmentation de la facture en cas de dégradation des conditions de marché

**Q3 : Comment informer le consommateur des risques associés à une offre à tarification dynamique ? Cette communication doit-elle prendre un format différent selon les catégories de consommateurs visées ?**

Un cadre devra être précisé par les pouvoirs publics s'agissant de la nature des informations à transmettre au client, avant la souscription d'une offre et pendant la vie de son contrat, concernant les risques associés à un contrat à tarification dynamique et la nécessité de pilotage de ses consommations.

D'une part, la mise à disposition du consommateur d'outils de simulation pourrait lui permettre de comprendre le fonctionnement de telles offres et d'en mesurer les risques associés. D'autre part, les comparateurs d'offres devront lui fournir une information claire sur les risques inhérents aux offres dynamiques, et spécifier la limite d'un exercice d'intercomparaison d'offres reposant sur des conditions de prix observées sans garantie sur les conditions de marché futures.

**Q4 : Quelles pourraient être les modalités de recueil du consentement permettant de répondre aux exigences de la directive ?**

**Q5 : Avez-vous connaissance de systèmes équivalents de tarification dynamique dans d'autres secteurs dont il serait possible de s'inspirer ? (par exemple, l'encadrement de la vente de produits financiers) ?**

Les offres dynamiques pourraient présenter différents profils de risques/bénéfices semblables aux fonds de retraites complémentaires : profil sécurisé avec des variations de prix proches des tarifs réglementés (HP/HAC) au profil dynamique sans aucune limite quant aux variations possibles (gratuité de l'énergie sur certaines périodes et prix non capé).

**Q6 : Pensez-vous qu'une offre qui varie selon quelques postes horsaisonniers peut être considérée comme une offre à tarification dynamique ?**



Non, si les plages tarifaires sont fixées à l'avance. Toutefois ces offres apportent de manière simple déjà beaucoup de flexibilité au système, ces plages étant choisies sur des critères statistiques, qui devront le cas échéant être adaptés au développement des productions ENR locales.

**Q7 : Pensez-vous que les offres intégrant des pointes mobiles peuvent-elles être considérées comme des offres à tarification dynamique ?**

Oui, même si la définition retenue par la directive ne les embarque pas explicitement.

**Q8 : Quelles caractéristiques devrait avoir une offre répondant à la définition de l'article 11 de la directive 2019/944 ?**

De ce qu'EdEn a compris de la directive, seules les offres reflétant (pour la part fourniture) les prix de marché selon une dynamique cohérente avec ce marché semblent acceptables.

De ce point de vue, une offre à pointe mobile dont les prix peuvent changer la veille pour le lendemain en fonction des prix du marché nous semblerait présenter une dynamique suffisante.

Le fournisseur pourrait également s'engager à piloter les consommations de son client pour atteindre un objectif. Il passe ainsi de « livreur » d'énergie à fournisseur d'un service de confort dans une plage de prix contractualisée.

**Q9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les offres utilisant une référence de prix de marché moyennée sur une période longue, par exemple mensuelle ?**

Oui.

**Q10 : Les offres à tarification dynamique doivent-elles reposer intégralement sur des prix de marché de court terme ?**

Si l'on a une interprétation restrictive de la directive, oui. Néanmoins, les offres à pointe mobile ou à effacement devraient être également qualifiées de cette manière.

**Q11 : Quelles difficultés les fournisseurs pourraient-ils rencontrer dans la construction d'offres de marché reflétant les variations des prix de marchés de court terme ? Identifiez-vous des contraintes opérationnelles ? Quel serait le temps nécessaire au développement et à la proposition de telles offres par les fournisseurs ?**

Ce tarif, si l'on adopte une déclinaison restrictive de type indexation spot, semble très simple à mettre en place aux yeux des consommateurs pour un fournisseur qui ne joue qu'un rôle de broker.

Néanmoins ce mécanisme doit pouvoir favoriser le développement de fournisseurs alternatifs ou de nouveaux entrants dont le succès des offres reposerait sur les solutions IT qui seront déployées et les plateformes associées. L'exemple des agrégateurs ou du moins des sociétés



de service spécialisées offrant un accès marché à la flexibilité et sa valorisation par le tarif est à observer.

La mise en œuvre de ce type d'offres nécessitera sans doute des développements SI de la part du fournisseur (ex. : outils de simulation et de facturation) ainsi qu'un accompagnement spécifique indispensable à la bonne compréhension du client.